

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Maintenant que le président de la République vient de signaler ses soucis pour la question de la hargha, tout le gouvernement va s'y mettre. A chacun des ministres d'inventer son couplet, le refrain est déjà connu. Premier à donner le la, vous l'avez deviné, c'est Ould Abbès. Il avait promis, à Tizi Ouzou, que les harraga rescapés de la noyade recevraient de l'aide. Inutile de lui dire la difficulté de la chose car les harraga rescapés entrent automatiquement en prison. De toutes les façons, il sait maintenant combien le sujet est ardu après sa rencontre d'Oran et les émeutes de Tiaret. Bien sûr, le président s'étant exprimé, le chef du gouvernement s'est mis illico presto à l'œuvre. Egal à lui-même, il demande aux harraga de patienter car les solutions vont venir avec un peu de temps. Mais que faisait le gouvernement durant tout ce temps passé ? Reprenez la presse de ces derniers mois et vous le saurez. Nous verrons bien si les jeunes vont croire aux promesses de Belkhadem et déclarer un moratoire sur les suicides, les automutilations, les émeutes et la hargha. Il faut juste être attentif. Mais, je vous le dis tout de suite, c'est mal parti ! Le gouvernement a juste oublié de mettre en place les moyens et les outils pour distinguer les candidats à la hargha, au suicide, à l'émeute, à l'automutilation des autres jeunes afin de les «traiter» à temps. Encore faudrait-il que ces candidats soient exclusivement jeunes. Mais mon inquiétude vient de plus loin. Un ministre a déclaré que les harraga vont bénéficier de formations qualifiantes en phase avec le monde du travail. L'énoncé est assurément ! D'abord pour les raisons déjà évoquées : on ne reconnaît pas les harraga à des signes particuliers et ensuite parce que tous les harraga repêchés jusque-là disposaient de formation y compris universitaire et parfois d'emploi et de travail. Ce qui veut dire que le premier résultat de l'intérêt du gouvernement est un glissement sémantique : le mot harrag désigne dans leur tête toute la jeunesse algérienne. Quel aveu comme celui de ce ministre qui déclare que désormais la formation professionnelle va être adaptée à la réalité professionnelle. Il avoue qu'on formait au pif et qu'on n'assurait pas forcément de l'emploi ! Finalement, qu'est-ce qui marche dans l'action gouvernementale ? Je voudrais bien le savoir.

M. B.

periscoop2008@yahoo.fr

Le Soir d'Algérie - Dimanche 20 avril 2008 - Page 2

**PÉNURIE DE PERSONNEL
À AIR ALGÉRIE ?**

L'hémorragie de personnel à Air Algérie atteint visiblement des seuils alarmants. Habités au non-respect des horaires, les passagers de la compagnie nationale, qui apprennent régulièrement que cela est dû à des «problèmes techniques», ont découvert que le non-respect des engagements d'Air Algérie est également dû à un manque flagrant de personnel navigant. C'est le cas des passagers du vol AH 2061 reliant Bruxelles à Alger qui ont attendu plus de douze heures que la compagnie réquisitionne du personnel qui a dû d'abord transiter par Metz récupérer des passagers qui devaient eux aussi être à Alger vendredi matin et qui ne sont finalement arrivés que samedi à 3 h du matin.

**Un promoteur qui prend
ses aises**

Pour la réalisation de son programme de 100 logements et 50 locaux commerciaux, un promoteur immobilier de Ferdjioa, dans la wilaya de Mila, n'a pas trouvé mieux que d'empiéter sur le terrain de l'hôpital local sans qu'aucune autorité locale ose lever le petit doigt. Ce que les mauvaises langues locales expliquent par le lien de parenté qui unit notre promoteur et un haut responsable de la région.

Charité bien ordonnée...

Les riverains de la nouvelle résidence d'Etat de Club-des-Pins n'en reviennent pas. Les lampadaires installés au niveau de la résidence — pas encore habitée — ne sont pratiquement jamais éteints ! Commentaire d'un riverain : Chakib Khelil devrait, avant d'appeler les Algériens à faire des économies d'énergie, convaincre la chefferie du gouvernement de montrer l'exemple.

**Ça se passe comme ça
à l'ISTS**

Beaucoup de personnes se sont déplacées à l'ISTS de Dely Ibrahim pour assister à une journée scientifique programmée depuis janvier et qui consistait en des débats contradictoires entre des intervenants dans le domaine de l'entraînement sportif. Or, l'organisateur de cette journée, en déplacement en Mauritanie, n'a pas jugé utile d'informer de son annulation d'où le sentiment des nombreuses personnes qui se sont dérangées que l'ISTS n'est plus que l'ombre de lui-même. D'ailleurs, les contenus des cours de ce docteur ont été remis en cause par un enseignant, entraîneur de haut niveau par ailleurs, qui n'a pas manqué d'arrêter sa formation de magister afin de dénoncer des dérives qui discréditent l'institut en question.

**Dilemme**

Les services de la wilaya de Aïn Defla ont exigé de l'ensemble des P/APC d'offrir deux moutons aux organisateurs du colloque sur Malek Benabi, qui s'est déroulé la semaine dernière. Les 36 présidents d'APC que compte cette wilaya ont cependant été confrontés à un véritable dilemme : comment justifier ces achats en l'absence d'un article consacré aux «bestiaux» dans le budget communal ?



**le
HIC**
lehic.dz@hotmail.com

L'EUROPE POURSUIT SA LUTTE CONTRE LES PRODUITS CONTREFAITS